Marie-Christine Bureau, Antonella Corsani, Olivier Giraud, Frédéric Rey (dir.), *Les zones grises des relations de travail et d'emploi : Un dictionnaire sociologique*, Buenos Aires, Teseo, 2019, 676 p.

Ambre Fourrier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11364>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.11364](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.11364)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Édition imprimée

ISBN : 1710-7377

Référence électronique

Ambre Fourrier, « Marie-Christine Bureau, Antonella Corsani, Olivier Giraud, Frédéric Rey (dir.), *Les zones grises des relations de travail et d'emploi : Un dictionnaire sociologique*, Buenos Aires, Teseo, 2019, 676 p. », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 64 | 2020, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 14 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11364> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.11364>

Ce document a été généré automatiquement le 14 mai 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Marie-Christine Bureau, Antonella Corsani, Olivier Giraud, Frédéric Rey (dir.), Les zones grises des relations de travail et d'emploi : Un dictionnaire sociologique, Buenos Aires, Teseo, 2019, 676 p.

Ambre Fourier

- 1 Pour quiconque s'intéresse aux dynamiques de travail et du capitalisme, ce dictionnaire est un incontournable. Après le célèbre dictionnaire sur la sociologie du travail paru chez les Presses Universitaires de France en 2012 sous la direction de Antoine Bevert, Annette Jobert, Michel Lallement, Arnaud Mias (dir.), il semblait nécessaire d'avoir un autre document plus spécifique sur les nombreuses formes que prennent le travail et l'emploi aujourd'hui.
- 2 Selon le dernier rapport de l'OIT, ces « nouvelles formes de travail », concernent plus de la moitié de la population mondiale, située aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud (OIT, 2020). Le « secteur informel » n'est plus périphérique, il tend à devenir la norme. Marie-Christine Bureau, Antonella Corsani, Olivier Giraud, Frédéric Rey (dir.) et trente-neuf autres chercheurs provenant principalement d'Europe, mais aussi du Québec, et de l'Amérique latine ont donc mis en ligne gratuitement via la base de données Teseo, un ouvrage de 676 pages répertoriant par ordre alphabétique, 53 entrées. On peut y trouver aussi bien des concepts tels que « subjectivité », « inégalités », mais aussi des figures telles qu'« intellos précaires » ou « matternittentes » ou, plus classique, celle de : « saisonniers agricoles ».
- 3 Comme il est mentionné en introduction de l'ouvrage, « le salariat » qui caractérisait l'emploi entre le 19^e et le 20^e siècle « n'apparaît plus comme la forme principale qui régule les relations de travail ». Pour expliquer ce phénomène on peut nommer par

exemple, l'apparition des technologies numériques et toute une économie dite de plateformes où ces dernières, participent à rendre les frontières de l'entreprise plus flexibles et à modifier de ce fait les structures organisationnelles ; ou encore la dynamique internationale qui remet en question les frontières nationales sur lesquelles reposent très largement le droit du travail, ainsi que les systèmes de sécurité sociale. On peut penser ici aux entreprises sous-traitantes, par exemple, qui appliquent leurs propres règles à l'intérieur d'un cadre national. Ainsi, la relation contractuelle qui auparavant était fondée juridiquement sur un lien de « subordination » couplé à celui de « protection » se transforme de façon structurelle pour prendre différentes formes partout sur la planète.

- 4 D'autres variables se conjuguent également à ces transformations du travail. Outre ces changements de paradigme vis-à-vis de l'emploi, la littérature féministe, par exemple, vient aujourd'hui questionner la notion même de « travail » et de « non-travail ». L'ensemble de ces perspectives fait donc éclater les définitions binaire et dualiste qui existaient auparavant, entre travail autonome et travail salarié, emploi/chômage, actif/passif, patron/employé, travail/loisir, etc. C'est dans cette reconfiguration que s'impose la notion de « zone grise ». Le dictionnaire tente donc de répondre à la question suivante : quelles sont les nouvelles formes que prennent les relations du travail et d'emplois aujourd'hui ? C'est là toute la question qui structure l'ouvrage.
- 5 Concept central du livre, facteur discriminant dans le choix de mots, pourquoi avoir choisi ce concept de « zone grise » pour rendre compte de ces nouvelles formes ? Tout d'abord, le caractère heuristique de ce terme ne permet pas d'en donner une seule et même définition. On voit bien là, toute la pertinence d'un dictionnaire sur le sujet notamment comme outil d'analyse. On peut néanmoins rappeler ici que le concept relativement récent fut conceptualisé par le juriste Alain Supiot (2000) pour montrer les similarités dans la relation de subordination entre un « salarié » et un travailleur indépendant (Azaïs, Dieuaide, Kessler, 2017). Plus largement, il tente de mettre au jour un changement de paradigme, concernant notamment la place de l'État, comme « régulateur » des normes du travail qui n'arrive plus à pénétrer certains espaces. Il rend compte d'un écart manifeste, devenu structurel, entre les catégories d'emplois instituées et la réalité socioprofessionnelle des personnes (Azaïs, Carleial, 2017). La souplesse de la « notion » (?) permet de rendre compte de la multiplicité des réalités dans la relation de travail et d'emploi, et ce, sans abandonner une compréhension globale des dynamiques qui les traversent. Ainsi, à la lettre F, dans l'entrée « figures émergentes », le sociologue, Christian Azaïs en propose d'ailleurs une typologie. Le « concept » vient aussi questionner l'utilisation des statistiques traditionnelles à l'échelle internationale pour faire des comparaisons, alors même que les contextes économiques, juridiques et culturels des pays sont différents. Mais si la zone grise, en tant que concept, est récente, l'historien Ferruccio Ricciardi nous rappelle dans l'entrée P, « prolégomènes de la zone grise » qu'il est loin d'être nouveau dans la pratique. Au 19^e et au 20^e, on le retrouve très largement sous des formes telles que le marchandage, le tâcheronnat ou encore la sous-traitance. Le droit du travail au 20^e siècle devait clarifier cette zone grise, mais il s'avère qu'il se trouve insuffisant, voire caduc, aujourd'hui.
- 6 Si la liste des termes proposés ne se veut pas exhaustive – les auteurs sont conscients qu'elle devrait être complétée – elle brosse un portrait vivant à la fois empirique et théorique des différents statuts qui existent autour des notions de « travail » et d'«

emploi ». Il permet, de ce fait, de réfléchir aux « recompositions des normes du travail et d'emploi » et veut poser les bases d'une réflexion pour penser une « nouvelle politique du travail ». On notera néanmoins, que ceci est un parti pris des auteur.e.s car il reste encore à savoir à quelle échelle, il faudrait la voir appliquée et, notamment, si « une politique » peut intégrer l'ensemble de ces diverses formes d'emplois. Cette volonté traduit une certaine approche des auteur.e-s que l'on pourrait qualifier de « néo-institutionnaliste » qui fait prévaloir le caractère déterminant des institutions dans les modes de régulations de l'emploi et du travail.

- 7 À chacune de 53 entrées, correspond, globalement, une « figure du travail ». Le livre retrace pour chacune d'entre-elles l'origine du mot, sa trajectoire historique et soulève les conflits d'interprétation qu'il a pu susciter. L'approche est très largement sociologique, mais on y retrouve aussi des notions empruntées aux sciences juridiques, politiques et aux sciences de gestion. L'ouvrage présente ainsi une série d'articles d'une dizaine de pages. Le lecteur aura accès à une bibliographie à la fin de chaque terminologie étudiée. C'est donc un outil particulièrement avisé pour aborder un concept ou avoir un aperçu global sur les nouvelles formes de « travail » aujourd'hui et les formes de conflictualité qui lui sont associées.
- 8 Si on se référait aux perspectives développées au Québec et au Canada, il est difficile de ne pas remarquer que sur les 43 auteur.e.s ayant contribué à l'ouvrage, la majorité sont d'origine française ou européenne et cela se reflète dans les références, le vocabulaire et les perspectives utilisés. On parle « d'auto-entrepreneur » par exemple, statut qui n'existe pas en Amérique du Nord où l'on parlera plutôt de « travailleur autonome » (Québec). De l'autre côté de l'atlantique, dans un dictionnaire comme celui-ci on s'attendrait à voir apparaître le terme de « travailleurs étrangers temporaires », par exemple qui est légal, mais qui constitue une situation empirique particulière. On notera aussi que la dimension ethnoculturelle est peu abordée. Or, ce sont les personnes issues de l'immigration qui sont le plus souvent touchées (Soussi 2019), et ce tout particulièrement dans l'économie de plateforme. L'ouvrage gagnerait, par ailleurs, sans doute à adopter une approche intersectionnelle des « zones grises ». On verrait peut-être là émerger de nouvelles figures.
- 9 Enfin, s'il faut reconnaître la qualité des textes rassemblés dans cet ouvrage, on peut regretter l'absence de certaines entrées. Pourtant, pour comprendre les dynamiques du capitalisme aujourd'hui et donc celles du « travail » ou plus largement de l'activité, il nous aurait semblé pertinent de voir apparaître dans un tel ouvrage la notion de « loisir », par exemple. Elle peut entrer en écho avec celle de « travail gratuit », mais elle nous invite à poser la question différemment, notamment celle des frontières du « travail » et, ce faisant, faire apparaître des figures très présentes notamment au sein de l'économie de plateforme.
- 10 Le terme « travail reproductif » est lui aussi absent. S'il se rapproche de la notion de *care* ou de *travail gratuit*, il apporte une autre grille d'analyse plus critique, pour comprendre la dynamique sociale au sein notamment de la « nouvelle division sexuelle du travail ». Enfin, nous avons été surpris de ne pas y voir mentionner - et cela doit être une partie prie des auteurs - une notion aussi vieille que la « prostitution » ou le « travail du sexe ». Ces nouvelles dynamiques et formes de la relation de travail illustrées par ces zones grises, ne nous amènent-elles pas à nous questionner plus globalement sur la notion même de « travail » et ses différents contours ? Il nous semble que les auteurs se sont intéressés davantage à « l'emploi » comme forme institutionnelle qu'au

« travail » dans sa dimension sociologique et sociohistorique. Au-delà, du cadre institutionnel, les études féministes et éco-féministes en particulier, nous invitent particulièrement à requestionner les fondements mêmes du « travail » et la valeur qu'on lui associe.

BIBLIOGRAPHIE

Christian Azaïs, Liana Carleial, Dynamique de l'emploi et des négociations au Sud et au Nord, Peterlang, 2017.

Christian Azaïs, Patrick Dieuaide et Donna Kesselman, Zone grise d'emploi, pouvoir de l'employeur et espace public : une illustration à partir du cas Uber, Les nouvelles frontières de la relation d'emploi Volume 72, Numéro 3, Été 2017, p. 433-456.

Antoine Bevort, Annette Jobert, Michel Lallement, Arnaud Mias, Dictionnaire du travail, Paris, PUF, 2012.

OIT, Femmes et Hommes dans l'économie informelle, Panorama statistique, 2020, Genève, Bureau international du travail.

Corinne Siino et Sid Ahmed Soussi, Zones grises du travail au Nord et au Sud : dynamique de globalisation ou logiques locales? revue interventions économiques, Political economy, numéro 58, 2017

Sid Ahmed Soussi, 2019. « Le travail migrant temporaire et les effets sociaux pervers de son encadrement institutionnel ». Lien social et Politiques 2019 (83) : 295-316.
<https://id.erudit.org/iderudit/1066095ar>.

AUTEUR

AMBRE FOURRIER

Doctorante en sociologie, UQAM, Canada, fourrier.ambre@courrier.uqam.ca